



BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N°15

ACTIVITÉS	02
PORTRAIT	10
AGENDA	12

ÉDITORIAL

La réunion ministérielle de l'UpM sur le travail et l'emploi (tenue le 27 septembre dernier en Jordanie) a permis d'établir un cadre de coopération régionale plus solide pour inciter la création d'initiatives et de projets tangibles portant sur l'employabilité des jeunes dans la région méditerranéenne. Les 43 États membres de l'UpM ont à cette occasion réaffirmé leur engagement envers une dimension régionale globale et leur soutien quant aux initiatives du Secrétariat général de l'UpM afin de promouvoir le développement humain et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, qui représentent le principal atout pour l'avenir et la stabilité de notre région. Il nous faut placer les jeunes au cœur des efforts de coopération régionale afin d'en faire des acteurs majeurs de l'avenir socio-économique de la région. L'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4Jobs) gère actuellement 12 projets ciblant plus de 100 000 jeunes bénéficiaires et soutenant le développement de plus de 800 PME.

L'équipe du Secrétariat général de l'UpM

SAVIEZ-VOUS QUE?

Panorama du chômage des jeunes dans la région



POPULATION

60% de la population est âgée de moins de 30 ans

POPULATION D'ICI 2020

30 millions de jeunes entreront sur le marché du travail



SECTEUR PRIVÉ

40% des employeurs identifient le manque de compétences comme un obstacle majeur au recrutement

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Hausse de 25 milliards de dollars d'ici 2018 si le chômage des jeunes est réduit de moitié



L'Union pour la Méditerranée s'engage à lutter contre le chômage structurel

- Les États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) définirent en septembre des mesures clés permettant de répondre aux défis liés au chômage dans la région méditerranéenne, en particulier chez les jeunes et chez les femmes.



À l'occasion de la troisième conférence ministérielle sur le travail et l'emploi, qui eut lieu le mois dernier en Jordanie, les ministres des États membres de l'UpM réaffirmèrent leur engagement à travailler ensemble pour trouver des solutions aux défis liés à l'emploi, à l'employabilité et au travail décent.

La Commission européenne – représentée par S.E. Marianne Thyssen, commissaire pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs – **et le ministre du Travail de Jordanie, S.E. Ali Al-Ghezawi**, furent les co-présidents de la réunion de l'UpM qui s'est étendue sur deux jours.

La commissaire Mme Thyssen déclara: « Dans certains pays méditerranéens, la moitié des jeunes est sans emploi. Nous ne pouvons rester sans rien faire face à cette situation. La disponibilité d'emplois décents et d'opportunités font partie, entre autres, des meilleures mesures pour investir dans notre avenir commun. Il est donc temps de donner un nouvel élan à notre coopération avec l'UpM. Nous avons besoin de marchés du travail favorisant l'intégration et l'égalité des chances pour les femmes comme pour les hommes, pour les jeunes comme pour les personnes

âgées, pour les diplômés comme pour ceux ayant abandonné l'école. »

S.E. Al-Ghezawi souligna: « Tous les pays du Sud sont confrontés à des problèmes de chômage élevé, touchant plus particulièrement les femmes et les jeunes. Nous devons chercher des idées innovantes pour stimuler la croissance économique en tant que facteur le plus efficace pour créer des emplois et atténuer l'impact du chômage sur les variables socio-économiques, tout en tenant compte de l'impact de la crise syrienne sur ces pays. Nous devons également trouver un meilleur mécanisme pour l'adéquation des compétences, l'amélioration de la participation économique des femmes, ainsi qu'encourager les procédures de formalisation. »

Le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, S.E. Fathallah Sijilmassi, déclara: « Nous sommes ici aujourd'hui pour améliorer la dimension régionale et l'approche collaborative de nos efforts de coopération commune en vue de renforcer le capital humain, qui est la clé de la stabilité et de la sécurité dans la région. Il nous faut placer l'employabilité des jeunes au cœur de nos initiatives de coopération régionale pour faire d'eux des participants

actifs de l'avenir socio-économique de la région. »

La réunion, s'étendant sur toute la journée, aborda les problématiques les plus urgentes de la région : promouvoir la création d'emplois, améliorer l'emploi et l'employabilité des jeunes (notamment l'adéquation professionnelle et les stages en entreprise, en renforçant les services publics de l'emploi), et promouvoir le dialogue social. En outre, les ministres évoquèrent les différentes manières de contribuer à la croissance, au travail décent et à l'intégration, en facilitant par exemple la transition d'une économie informelle à une économie formelle et en cherchant des solutions aux défis découlant directement de la crise des réfugiés.

Les ministres présents à la conférence affirmèrent la valeur d'une approche commune pour répondre aux problématiques du chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes, comme un moyen de renforcer la stabilité dans la région. Les efforts régionaux en termes de création d'emplois et de travail décent sont essentiels dans le contexte plus large des engagements récemment pris par les Nations Unies et par l'Organisation internationale du travail (OIT) en faveur du développement durable et du travail décent, tel qu'inscrit dans le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#).

Les ministres participants réunirent avec les représentants des partenaires sociaux des deux rives de la Méditerranée et soulignèrent l'importance du dialogue social tripartite et bipartite. Ils accueillirent

favorablement le projet d'organiser un Forum sur le dialogue social en 2017/2018, ainsi que le soutien financier de 3 millions d'euros fourni par l'UE au volet régional du « Projet pilote pour la promotion du dialogue social dans le voisinage sud de la Méditerranée ». Avec un budget total de 3,75 millions d'euros, ce projet sera tout d'abord mis en œuvre en Tunisie, au Maroc et en Jordanie en tant que pays prioritaires, et pourra ensuite être étendu à d'autres pays partenaires de l'UpM. Les partenaires sociaux présentent une Déclaration commune sur le dialogue social. Les recommandations et réformes sur la politique durable et structurelle visant à

promouvoir la création d'emplois furent également à l'ordre du jour. Les ministres ont fermement une approche intégrée sur deux fronts, qui puisse répondre tant à l'offre qu'à la demande sur le marché du travail. Cela signifie qu'il existe un besoin de prendre des mesures de manière simultanée, sous la forme de politiques macro-économiques et de programmes propices à la croissance du secteur privé (demande), mais également de solutions telles que la formation professionnelle et l'employabilité (offre). La priorité transversale est la transition de l'emploi informel à l'emploi formel, afin de garantir des emplois de bonne qualité. À cette fin, les ministres encouragent

les autorités nationales à soutenir activement la transition, conformément aux efforts déjà déployés par l'OIT.

En conclusion, le Secrétariat général de l'UpM réaffirma qu'il se tenait prêt à soutenir les résultats de la conférence et à s'assurer que les décisions politiques se traduisent par des projets concrets profitant aux jeunes. À titre d'exemple, l'[Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi \(Med4Jobs\)](#), programme phare du Secrétariat général lancé en 2013 et développé avec le soutien des États membres, inclut 12 projets en cours de mise en œuvre dans la région méditerranéenne.

Les principaux acteurs de la région Méditerranéenne appellent à la pleine participation des femmes comme principaux vecteurs pour la stabilité et le développement régional

- Lors de la 3e Conférence sur l'autonomisation des femmes les 10 et 11 octobre 2016, les participants de haut niveau soulignèrent la nécessité d'une vision commune et d'un cadre régional pour trouver des solutions concrètes afin de mieux mobiliser le potentiel des femmes.
- Les 250 participants démontrèrent la contribution essentielle des femmes à un développement durable renforcé, à la création d'emplois, à la lutte efficace contre l'extrémisme et à la radicalisation, et à la promotion de la stabilité dans la région.
- Des pratiques exemplaires et initiatives concrètes furent présentées. Le Secrétariat général de l'UpM et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'ONUDI, lancèrent la seconde phase d'un projet de 4,5 millions d'euros pour le soutien des investissements réalisés par les femmes, ainsi que leurs entreprises, dans la région sud de la Méditerranée.

Le Secrétariat général de l'UpM organisa, les 10 et 11 octobre 2016, à son siège de Barcelone, la 3e Conférence de haut niveau sur l'autonomisation des femmes intitulée « [Femmes pour la Méditerranée : un moteur pour le développement et la stabilité](#) ». Des personnalités de premier plan assistèrent à la Conférence, parmi lesquelles le ministre jordanien du Développement social, **Wajih Azaizeh**, la ministre tunisienne de la Famille, des Droits de la Femme et de l'Enfance, **Néziha Labidi**, l'ancienne vice-présidente

espagnole et présidente actuelle de Mujeres por África, **María Teresa Fernández de la Vega** et la présidente du Conseil égyptien national de la femme, **Maya Morsi**. Des femmes engagées issues de la société civile, telles qu'Inès Safi, chercheuse au Centre National de la Recherche Scientifique, **Nabila Hamza**, membre du groupe de travail du Conseil d'administration de CIVICUS, et **Suzanne Jabbour**, directrice du centre Restart et Membre du Sous-Comité de l'ONU pour la prévention de la torture, participèrent également à l'événement.

Dans le cadre de la coopération active entre le Secrétariat général de l'UpM et l'Assemblée parlementaire de l'UpM, le comité des droits des femmes de l'Assemblée parlementaire de l'UpM se réunit également à Barcelone à cette occasion.

La Conférence fut organisée en partenariat avec l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement (AECID) et l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ).



Durant 2 jours, la Conférence fut le siège d'un forum d'échange régional dans lequel les 250 participants soulignèrent le besoin de faire de la contribution spécifique des femmes la réponse aux défis actuels de la région méditerranéenne, à savoir la croissance inclusive, l'extrémisme et la radicalisation, ainsi que les défis liés à la migration. La conférence permit de nombreux échanges d'expérience, de pratiques exemplaires ainsi que le développement d'initiatives concrètes.

• **Lancement de la seconde phase du projet de l'UpM-ONUDI « Promouvoir l'autonomisation des femmes pour le développement industriel inclusif et durable dans la région MENA »**

[Le projet contribuera à améliorer l'intégration économique des femmes](#) en exploitant le potentiel des femmes entrepreneurs en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie, tout en permettant le dialogue sur la politique d'intégration, afin de garantir un environnement propice à la création d'entreprise par des femmes de la région. Le projet, qui reçut le soutien des États membres de l'UpM en novembre 2015 et dont le budget total s'éleva à 4,5 millions d'euros, est promu par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Plus de 2 000 femmes entrepreneurs devraient bénéficier des activités résultant du projet, ce qui représenterait

le développement d'environ 500 projets d'entreprise prometteurs.

• **Conclusions préliminaires du Dialogue régional de l'UpM sur l'autonomisation des femmes**

La Conférence fut l'occasion de présenter quelques conclusions préliminaires du « Dialogue régional sur l'autonomisation des femmes », lancé par le Secrétariat général de l'UpM en 2015 et 2016. Cette plateforme permet de rassembler des représentants des gouvernements d'États membres de l'UpM, des experts de l'égalité des sexes de renommée internationale, ainsi que des organisations internationales et de la société civile. Ces acteurs évaluèrent la situation actuelle des femmes dans la vie socio-économique, mesurèrent les progrès réalisés depuis les [engagements ministériels de Paris](#) et préparèrent la Réunion ministérielle de 2017, faisant ainsi avancer l'agenda régional sur l'égalité des sexes.

Le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, déclara: « *Les jeunes et les femmes sont un facteur de changement, une source d'innovation et un moteur pour la croissance. L'égalité entre les hommes et les femmes est un vecteur de croissance inclusive, de démocratie et de stabilité dans la région méditerranéenne et c'est pourquoi l'UpM fait de l'autonomisation des femmes une des clés de voûte de ses initiatives régionales.* ».

« *La femme est l'acteur le plus influent contre le discours extrémiste dans la région et au-delà* », souligna S.E Wajih Azaizeh, ministre jordanien du Développement social.

« *Il est essentiel de renforcer les stratégies et les instruments communs entre le Nord et le Sud pour trouver des solutions durables et concrètes aux défis du développement, de la stabilité et de la sécurité régionale. C'est tout l'esprit de notre dialogue régional et de la démarche de l'Union pour la Méditerranée.* », affirma, quant à elle, Mme. Delphine Borione, Première Secrétaire Générale Adjointe aux affaires civiles et sociales de l'UpM.

En octobre 2016, les activités de l'UpM ont déjà un impact direct et tangible, avec un potentiel certain de progression, spécialement en ce qui concerne l'employabilité des jeunes, la croissance inclusive et l'autonomisation des femmes: 25 projets dont l'impact s'étend à presque 200 000 individus. Sur ces 25 projets de collaboration, [l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi \(Med4Jobs\)](#), conduite par l'UpM, a actuellement 12 projets en cours sur les rives Nord et Sud de la Méditerranée, ciblant plus de 100 000 jeunes entrepreneurs et en recherche d'emploi et soutenant le développement de plus de 1 000 PME. Il y a une évidence croissante du lien entre l'autonomisation des femmes et l'impact significatif des taux plus élevés de l'éducation, l'augmentation de la croissance économique et la cohésion sociale, ce qui porte à plus de stabilité, à la paix et au développement. En faisant la promotion d'une participation égale des femmes dans le marché du travail et dans la vie publique, le PIB pourrait augmenter d'environ 28 milliards de dollars, soit 26%, d'ici à 2025 (Source: [McKinsey Global Institute](#)).

MedCOP Climat 2016 à Tanger: l'UpM favorise l'émergence d'initiatives concrètes pour un agenda méditerranéen commun pour le climat

- Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée fut partenaire de la région de Tanger lors de la MedCOP Climat 2016, qui s'est déroulée à Tanger les 18 et 19 juillet 2016 et rassembla plus de 2.000 représentants des pays du bassin méditerranéen, de la société civile, de différentes organisations internationales et régionales ainsi que des acteurs économiques et des experts.
- La MedCOP Climat 2016 fut l'occasion de mettre en avant plusieurs initiatives et projets soutenus par l'UpM et contribuant à l'émergence d'un agenda méditerranéen pour le climat comme la création d'un réseau des jeunes de la Méditerranée pour le climat, la réunion du Comité Régional de Coopération sur la Finance Climat pour rendre plus efficace le financement de projets climat dans la région ou encore le lancement du projet UfM Energy University by Schneider Electric.



La MedCOP Climat 2016 qui s'est déroulée à Tanger les 18 et 19 juillet 2016 permit de faire progresser le développement d'un agenda Méditerranéen pour le climat. La MedCOP Climat fut à la fois une étape essentielle de préparation de la région méditerranéenne à la COP22, qui se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016, et une étape de mise en œuvre de l'Accord de Paris, à travers l'émergence d'initiatives régionales concrètes.

Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), partenaire de la région de Tanger pour cette édition de la MedCOP Climat 2016, contribua à l'émergence de ces initiatives. Le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, ainsi déclara « *La lutte contre les dérèglements climatiques en Méditerranée ne peut se gagner qu'en renforçant la coopération régionale et en développant des initiatives concrètes.*

C'est là le cœur de métier de l'UpM. Il était donc naturel que le Secrétariat général de l'UpM soit, non seulement partenaire de ce formidable lieu de partage et d'échanges qu'est la MedCOP Climat 2016, mais y contribue également à travers des projets d'impact régional. »

Le Secrétariat ainsi soutint la **création d'un réseau des jeunes de la Méditerranée pour le climat**. En juillet, ce réseau rassembla cinq associations des deux rives de la Méditerranée et eut pour objectif de rassembler un grand nombre d'associations de jeunes de la Méditerranée pour développer des projets régionaux communs de lutte contre les changements climatiques. Plus d'une cinquantaine d'associations Méditerranéennes exprimèrent leur intérêt pour ce réseau en participant au premier Forum des Jeunes de la Méditerranée pour le Climat organisé en marge de la MedCOP216, le 17 juillet 2016.

Le Secrétariat général de l'UpM également tint la **troisième réunion du Comité Régional de Coopération sur la Finance Climat** le 18 juillet 2016. Ce comité, créé à l'initiative de l'UpM, rassemble les principaux bailleurs internationaux de l'action en faveur du climat en Méditerranée (Green Climate Fund, Global Environmental Facility, Banque Européenne d'Investissement, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, Agence Française de Développement, Commission Européenne, le partenariat UNEP-DTU etc.). Il a pour objectif de **promouvoir la coopération et de rendre plus efficace le financement des projets et initiatives climat en Méditerranée** pour les villes à travers un partage d'expérience et un échange d'information entre les bailleurs. La troisième réunion fut l'occasion de faire rencontrer les financeurs, les donneurs, les différentes agences spécialisées de l'ONU avec les réseaux méditerranéens travaillant sur la ville durable afin d'aborder la question du financement des villes dans la lutte contre les dérèglements climatiques.

La MedCOP Climat 2016 fut enfin l'occasion de **lancer le projet UfM Energy University by Schneider Electric**. Ce projet vise à fournir des cours en ligne gratuits sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Les cours gratuits et en ligne s'adressent à tous les professionnels de l'énergie des Etats membres de l'Union pour la Méditerranée. Les cours sont proposés et les certificats sont agréés par 23 associations professionnelles internationales.

Le Secrétariat général de l'UpM participe activement aux nombreux débats,

ateliers et événements de la MedCOP Climat 2016, notamment sur les questions de transition énergétique, de décarbonisation du transport maritime ou encore d'égalité des genres face aux dérèglements climatiques.

Par ces actions et en étroite collaboration avec tous les acteurs méditerranéens, l'Union pour la

Méditerranée, sous l'impulsion de ses deux coprésidences, l'Union Européenne et la Jordanie, contribue ainsi à l'émergence d'un agenda méditerranéen pour le climat. La construction de cet agenda commun est essentielle pour exploiter au mieux les opportunités qu'offrent un développement sobre en carbone et durable de la région.

Mettre en valeur le potentiel de la région méditerranéenne : 45 projets de coopération régionale promus par l'UpM en 2016



Bouj, une jeune femme bénéficiaire de l'Initiative Méditerranéenne pour l'Emploi (Med4Jobs). Cette citoyenne développa son projet en juin après avoir suivi une formation d'entrepreneuriat comprenant un stage à la Banque européenne d'investissement (BEI).

L'UpM a également contribué activement à la promotion du dialogue et de la coopération dans la région en réunissant régulièrement des partenaires et des parties prenantes, dont **plus de 10 000 parlementaires, représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'institutions financières, du secteur privé, de la société civile, des universités et d'experts internationaux.**

« Nous devons renforcer la dimension régionale et l'approche collaborative dans nos efforts de coopération communs afin de promouvoir le développement humain et la création d'emplois, en particulier chez les jeunes, qui représentent notre principal atout pour l'avenir et la stabilité de notre région », annonça le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, le 2 juin dernier au cours de la réunion ministérielle de l'UpM pour la coopération et la planification régionale. « Le Secrétariat général de l'UpM s'engage à continuer de lutter, au travers de ses activités, contre les causes socio-économiques profondes des défis actuels en matière de sécurité et de migration. À cet effet, un agenda commun renforcé

La région méditerranéenne fait actuellement face à des défis sans précédent, liés non seulement au terrorisme, à l'extrémisme et à la migration irrégulière, mais aussi à des problématiques environnementales et socio-économiques telles que le changement climatique et le chômage des jeunes. Face à ce constat, il convient de rappeler avec force l'existence d'un potentiel largement inexploité en termes d'opportunités à saisir dans la région. Une intégration régionale plus forte est plus que jamais essentielle pour assurer un meilleur avenir socio-économique en Méditerranée, condition nécessaire pour la stabilité de la région. Sous la direction de la coprésidence de l'UpM, assurée par l'Union européenne et le Royaume hachémite de Jordanie, et avec la participation active de tous les États membres, le Secrétariat général de l'UpM mit en place une méthodologie spécifique, dont les résultats concrets

donnèrent une nouvelle dynamique aux efforts de coopération régionale. Jusqu'à la fin du mois de juin, les États membres approuvèrent **45 projets de coopération représentant plus de 5 milliards d'euros d'investissements pour la région**, dont 22 sont déjà en cours de mise en œuvre. Ces derniers concernent **plus de 100 000 citoyens** dans le domaine de **l'emploi chez les jeunes et de la croissance inclusive**, **50 000 personnes** dans le domaine de **l'autonomisation socio-économique des femmes**, et **1 000 PME de la région**, qui bénéficieront de soutien dans leur développement.

« Je suis aujourd'hui une jeune entrepreneure dans mon pays. J'ai créé ma propre entreprise dans le but de construire une école privée pour fournir un enseignement de la maternelle au lycée dans une zone rurale du Maroc. », déclara Sukeina El

visant au développement humain ainsi qu'à la stabilité et à l'intégration en Méditerranée sera mis en place. Investir dans l'intégration régionale c'est investir pour la stabilité et la paix. », ajouta-t-il.

La [déclaration ministérielle](#) sur la coopération et la planification

régionale signée il y a presque quatre mois ; la conférence ministérielle de l'UpM : « [Vers un agenda commun de développement pour la Méditerranée](#) », qui eut lieu le 26 novembre 2015 à l'occasion du 20e anniversaire de la Déclaration de Barcelone ; les conclusions du Conseil des affaires

étrangères de l'UE du 14 décembre 2015 et la nouvelle [politique européenne de voisinage pour la période 2014-2020](#) contribuent tous à ouvrir de nouvelles perspectives pour l'UpM, soulignant son rôle central de plateforme pour la coopération régionale dans la région euro-méditerranéenne.

Le développement et la paix sont indissociables : l'UpM et l'Allemagne lancent un nouveau projet pour promouvoir l'emploi des jeunes dans la région

- Promu par l'Agence allemande de coopération internationale GIZ en coordination avec le Secrétariat général de l'UpM, le projet « YouMatch – boîte à outils » s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Med4Jobs
- Il s'appuie avant tout sur le lien entre l'offre et la demande sur le marché du travail en cherchant essentiellement à améliorer les services d'emploi pour les jeunes.
- Commandé et financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), ce projet est mis en œuvre par GIZ en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Palestine et en Tunisie.



Le projet labellisé par l'UpM « YouMatch – boîte à outils » fut officiellement lancé à Amman en juillet dernier à l'occasion du Dialogue régional sur les services d'emploi existants pour les jeunes (MENA), conjointement organisé par le Secrétariat général de l'UpM et la [Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit](#) (GIZ), l'Agence allemande de coopération internationale, promotrice du projet.

Le taux de chômage des jeunes dans la région méditerranéenne était alors le plus élevé au monde : 25 % en moyenne, deux fois plus que la

moyenne mondiale. Cette question capitale concerne tant les pays de la rive sud que ceux de la rive nord de la Méditerranée.

L'[Initiative YouMatch](#) est présentée aux décideurs politiques et aux représentants du secteur privé et de la société civile afin d'engager et entretenir un dialogue continu dans le but de trouver des solutions innovantes au défi consistant à offrir des opportunités d'emplois durables aux jeunes. L'initiative s'appuie avant tout sur le lien entre l'offre et la demande sur le marché en cherchant essentiellement à améliorer les

services d'emploi pour les jeunes. Son objectif est de promouvoir l'apprentissage en équipe et l'échange de connaissances à l'échelle régionale dans le domaine de l'emploi des jeunes.

Un premier atelier préparatoire et un dialogue rassemblant des professionnels eut lieu à Milan, en Italie, en octobre 2015. Des représentants de ministères du travail, d'associations d'entreprises, d'organisations de la société civile et d'organisations de jeunes, ainsi que des spécialistes de programmes bilatéraux de promotion de l'emploi d'Algérie, d'Égypte, du Maroc, de Palestine et de Tunisie, se réunirent et préparèrent le terrain pour cette nouvelle initiative dans la région.

Issues de la rencontre de Milan, les contributions et les réflexions conjointes permirent à GIZ de développer une méthode de travail globale pour la région MENA, le dénommé « **Projet boîte à outils** », en coopération avec le Secrétariat général de l'UpM et dans le cadre du service de placement de l'[Initiative Med4Jobs](#).

Le « Projet boîte à outils » porte essentiellement sur des exemples pilotes de services d'emploi sélectionnés pour les jeunes. Ces exemples s'inspirent des clusters de services d'orientation professionnelle, de préparation à l'emploi et de services de placement. S'appuyant sur des bonnes pratiques/études de cas d'approches existantes dans la région MENA, des groupes de travail entre pairs et une équipe de conseillers analyseront les défis essentiels et les facteurs de réussite pour la mise en œuvre des outils identifiés, s'engageront dans le développement et dans l'élaboration de solutions innovantes liées au marché du travail nées de cette analyse et mettront en œuvre ces solutions en transposant les projets dans les pays participants. Les professionnels seront dès lors mieux préparés à offrir des services d'emploi efficaces aux jeunes demandeurs d'emploi et aux employeurs

à la recherche de personnel qualifié. C'est dans ce cadre que le Dialogue régional sur les services d'emploi existants pour les jeunes (MENA) eut lieu à Amman du 18 au 20 juillet 2016, avec les objectifs suivants :

- Renforcer l'idée de l'apprentissage en équipe et de l'échange de connaissances pour le projet YouMatch et consolider le réseau professionnel grâce aux acteurs des pays de la région MENA participants,
- Étudier les stratégies de promotion de l'emploi et les offres de services pour les jeunes demandeurs d'emploi en Jordanie et partager les bonnes pratiques tirées de cette étude,
- Obtenir l'engagement des acteurs et des professionnels à se joindre à la plateforme YouMatch et à participer activement aux groupes de travail en lien avec le « Projet boîte à outils »,

- S'accorder sur les principales étapes, les formats et un plan de travail concernant les services d'emploi sélectionnés et/ou les défis conjointement définis pour les groupes de travail régionaux.

Des professionnels expérimentés des services d'emploi, des agents de changement provenant des secteurs public et privé, des organisations de la société civile et des programmes de promotion de l'emploi des pays concernés ont participé à la réunion à Amman, où le « Projet YouMatch – boîte à outils » fut officiellement lancé.

Cette initiative fut présentée lors de la dernière réunion ministérielle de l'UpM sur le travail et l'emploi, qui eut lieu le 27 septembre 2016 en Jordanie.

Partenariat institutionnel pour le renforcement du dialogue interculturel et interreligieux dans la région euro-méditerranéenne

• Des représentants des principales institutions travaillant dans le domaine du dialogue interculturel et interreligieux dans la région euro-méditerranéenne se rencontrèrent les 11 et 12 juillet 2016 à la Casa Árabe de Madrid, invités par le ministère des Affaires étrangères d'Espagne. Cette réunion eut pour but de renforcer les synergies et complémentarités, et de prendre des mesures communes en vue d'obtenir un impact plus large et plus significatif dans la promotion du dialogue interculturel et interreligieux.

• Les participants acceptèrent de travailler sur un agenda euro-méditerranéen en échangeant des bonnes pratiques, en développant des actions conjointes et en soutenant les événements régionaux, tels que le Forum Euro-Méditerranéen de Anna Lindh 2016, qui eut lieu à La Valette, à Malte, les 24 et 25 octobre 2016.

Une réunion des points de contact institutionnels sur le dialogue interculturel et interreligieux eut lieu les 11 et 12 juillet 2016, avec la participation de représentants de grandes institutions engagées dans ce dialogue au sein de la région, parmi lesquels l'Union européenne/le Service européen pour l'action extérieure, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, la Fondation Anna Lindh (FAL), l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC), le Centre international du Roi

Abdallah Ben Abdelaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (KAICIID) et le Secrétariat général de l'UpM.

Les points de contact représentant chaque institution menèrent à bien un exercice d'inventaire des mesures et outils existants dans ce domaine afin d'identifier des zones de collaboration, d'établir des mécanismes de coordination et de mettre en place une feuille de route vers un agenda régional sur le

dialogue interculturel et interreligieux euro-méditerranéen.

Les participants décidèrent de coordonner leurs actions pour soutenir le rassemblement régional le plus pertinent dans ce domaine, le [Forum Euro-Méditerranéen de Anna Lindh 2016](#), qui s'est déroulé à **La Valette, à Malte, les 24 et 25 octobre 2016**. Le Forum rassembla des organisations de la société civile, des associations de jeunes, des institutions régionales, des médias, des

bailleurs de fonds et des fondations, dans le but d'échanger des pratiques, de promouvoir les partenariats et de défendre des mesures politiques et opérationnelles pour un nouvel horizon de coopération entre les peuples dans la région méditerranéenne. Cet échange fut basé sur un ensemble de valeurs communes, faisant du dialogue interculturel un outil central pour la coopération, mais aussi une réponse aux principaux défis socioculturels de la région.

Ce rassemblement de points de contact fait suite à [la réunion de haut niveau du 22 juillet 2015](#), organisée à l'initiative du ministère des Affaires étrangères d'Espagne, qui s'est déroulée au siège de l'Union pour la Méditerranée à



Barcelone. Lors de cette réunion, toutes les institutions participantes, traitant du dialogue interculturel et interreligieux, convinrent de renforcer leurs synergies et complémentarités, et de prendre des mesures communes en vue d'obtenir un impact plus large et plus significatif dans la région méditerranéenne.

Compte tenu de l'ampleur des défis à relever par la région, il est essentiel que tous les efforts soient déployés pour combler tout fossé culturel potentiel,

pour lutter contre l'extrémisme, le racisme et toute forme d'exclusion, et pour construire le futur en s'appuyant sur des aspirations et un héritage communs. Le dialogue interculturel et interreligieux en Méditerranée est une importante dimension sous-jacente de l'ensemble des activités de coopération régionale dans le cadre de l'UpM. Il requiert également une attention et une approche particulières, pour lesquelles la [Fondation Anna Lindh \(FAL\)](#) est l'institution de contact.

À Paris et à Amman, les gouvernements et les institutions travaillèrent avec le Secrétariat général de l'UpM pour faire progresser l'agenda régional sur l'égalité des genres

- Plus de 30 représentants de gouvernements des Etats membres de l'UpM et des acteurs clés engagés dans l'égalité homme-femme se réunirent dans le cadre du dialogue régional de l'UpM sur l'autonomisation des femmes afin de poursuivre la préparation de la prochaine conférence ministérielle sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, prévue pour 2017.
- Les deux premiers groupes de travail, consacrés à l'accès des femmes aux postes de direction et à la participation des femmes à la vie économique, se réunirent à Paris et à Amman afin d'évaluer les progrès réalisés sur ces questions et d'élaborer des recommandations pour agir.

Lancé en 2015, [le dialogue régional de l'UpM sur l'autonomisation des femmes](#) rassemble les États membres de l'UpM, mais également des représentants d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé. Ce dialogue vise à examiner la mise en œuvre d'engagements ministériels régionaux adoptés lors de [la conférence ministérielle de l'UpM en 2013 sur le « Renforcement du rôle des femmes dans la société »](#), notamment à travers quatre groupes de travail axés sur: la participation des femmes à la vie économique, la lutte contre la violence, l'accès des femmes aux

postes de direction et la lutte contre les stéréotypes sexistes.

Deux de ces groupes de travail se rencontrèrent les 12 et 19 juillet, respectivement à Paris et à Amman, afin d'élaborer un rapport qui permettra d'élaborer des conclusions pour la prochaine conférence ministérielle de l'UpM sur l'autonomisation des femmes.

• **Promouvoir l'accès des femmes aux postes de direction et de prise de décision**

Le 12 juillet à Paris, le groupe de travail sur « L'accès des femmes à des postes de direction et de prise de

décision », coprésidé par la France et l'OCDE, souligna les engagements qui n'ont toujours pas été mis en place pour améliorer l'accès des femmes aux postes de direction, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé. Les participants discutèrent d'un premier rapport préliminaire élaboré grâce à l'analyse de rapports préparés par les pays de l'UpM et assistèrent à une présentation des études menées par l'OCDE dans ce domaine. Les participants analysèrent l'état d'avancement, les barrières actuelles (culturelles, structurelles, organisationnelles) et les meilleures pratiques actuellement mises en œuvre



dans les États membres. Ils abordèrent également la manière dont les gouvernements pouvaient promouvoir plus efficacement l'accès des femmes à des postes de direction et de prise de décisions à travers la mise en œuvre de politiques publiques.

• **Promouvoir la participation des femmes à la vie économique**

Le 19 juillet à Amman, la réunion du groupe de travail « Accroître la participation des femmes à la vie économique » coprésidée par l'Italie et l'ONUDI suivit la même méthodologie en rassemblant plusieurs acteurs clés de la région euro-méditerranéenne en vue d'aborder certaines mesures politiques visant à réduire le travail informel, à promouvoir l'entrepreneuriat, à accéder au financement et aux marchés, ainsi qu'à promouvoir un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Des

intervenants de France, d'Égypte, de Jordanie, de Lybie, du Maroc, de Tunisie, de Palestine et de l'Union européenne, y compris des représentants notables des secteurs public et privé, des associations de femmes d'affaires, des femmes entrepreneuses accomplies, des ONG et des organisations internationales participèrent à cette réunion.

« Dans une approche collaborative et basée sur une logique de partenariat, nous faisons tout notre possible pour engager les gouvernements, mais aussi les principaux acteurs internationaux afin d'identifier les contraintes et des solutions communes pour faire progresser l'agenda de la région méditerranéenne en matière d'égalité homme-femme dans la région. Promouvoir l'accès des femmes aux postes de direction et leur participation à la vie économique sont deux manières d'encourager le rôle des femmes, mais

aussi de renforcer le développement et la stabilité de nos pays », déclara la Première Secrétaire générale adjointe Delphine Borione.

Parallèlement à cette réunion, l'ONUDI organisa également une conférence de haut niveau sur le thème « Promouvoir l'autonomisation des femmes pour le développement industriel inclusif et durable dans la région MENA ».

Après ces deux réunions de groupes de travail, les deux autres groupes se réunirent en septembre 2016 et se concentrèrent sur la lutte contre les stéréotypes et la violence envers les femmes et à caractère sexiste.

La quatrième réunion sur le dialogue régional eut lieu le 6 octobre dans le cadre de la [conférence de haut niveau de l'UpM sur l'autonomisation des femmes](#), qui rassembla les principaux acteurs engagés pour l'autonomisation des femmes dans la région méditerranéenne afin de partager des idées, des expériences, des initiatives et des recommandations quant au rôle essentiel des femmes dans la promotion de la paix, du développement et de la stabilité.

PORTRAIT

Entretien avec Pau Relat, président-directeur général de MAT Holding

Pau Relat, PDG de MAT Holding et Président de la Commission Internationalisation de la Chambre de Commerce de Barcelone

Pau Relat, président-directeur général de MAT Holding, détient un diplôme en pharmacie de l'université de Barcelone et une maîtrise de l'IESE. Il jouit d'une grande expérience dans l'industrie chimique, qu'il a pu développer au sein de l'entreprise Industrias Químicas del Vallés en tant que directeur général. Il est actuellement président de la Commission d'internationalisation de la

Chambre de commerce de Barcelone, membre de l'Assemblée plénière, membre du Conseil général de la Fira de Barcelone et vice-président de FemCat Private Foundation of Entrepreneurs. Il a également obtenu le titre d'Entrepreneur émergent de l'année en 2014 en Espagne par la société EY, avec le parrainage de BNP Paribas et la collaboration de l'IESE.

UpM: Parlons de votre expérience commerciale dans la région méditerranéenne : – Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur vous en tant qu'entrepreneur et sur votre entreprise depuis sa création ? – Dans quels pays du nord et du sud de la Méditerranée avez-vous acquis de l'expérience en tant qu'entrepreneur ? – Quelles ont été



les premières étapes du processus d'internationalisation ?

Pau Relat (P. R.): MAT Holding est un groupe mondial spécialisé dans la protection des cultures et l'irrigation durable ainsi que dans le transport et le traitement de l'eau. Ma carrière a été étroitement liée au groupe, dans lequel je me suis développé aussi bien personnellement que professionnellement. Le fait que l'entreprise soit d'origine familiale a constitué un facteur favorisant la compétitivité du groupe grâce à un engagement ferme dans la professionnalisation de l'équipe de direction, qui est devenue responsable de la définition de la stratégie de croissance du groupe à long terme.

L'histoire de l'internationalisation de MAT Holding a démarré en 1993, lorsque l'Espagne était plongée dans l'une des pires récessions des dernières décennies. Afin de garantir la survie de l'entreprise, et en sachant pertinemment que notre produit était suffisamment compétitif et différencié, nous avons décidé de nous ouvrir à de nouveaux marchés tels qu'Israël, le Maroc, la Turquie, l'Italie ou la Grèce. Nous nous sommes tout d'abord concentrés sur les exportations pour créer ensuite un réseau international de distributeurs dans plus de 40 pays. Enfin, nous nous sommes consolidés en tant qu'entreprise mondiale grâce à l'ouverture de filiales. Aujourd'hui, nous sommes leaders dans les secteurs dans lesquels nous opérons et nous sommes présents dans plus

de 100 pays à travers le monde.

UpM: Plusieurs projets et initiatives du Secrétariat général de l'UpM ont pour but de fournir aux jeunes entrepreneurs les outils nécessaires pour que leurs idées de création d'entreprise deviennent réalité. Que pensez-vous du potentiel socio-économique de la région pour la création et le développement des PME ? Quelles différences percevez-vous entre les pays de la région en ce qui concerne la culture et les perspectives entrepreneuriales ?

P. R.: La région euro-méditerranéenne a un énorme potentiel de croissance pour le développement de projets d'entreprises, qu'il s'agisse de grandes sociétés ou de PME. D'excellentes opportunités de développement se présentent aux jeunes entrepreneurs car il reste énormément à faire, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, le traitement de l'eau et tous les aspects liés au thème de l'économie durable. La pression humaine élevée conjuguée à la pénurie d'eau dans la région méditerranéenne nous obligent à rechercher des solutions pour satisfaire les besoins futurs de la population en eau et en nourriture. En ce qui concerne les différentes dynamiques commerciales, chaque pays a ses caractéristiques particulières et un degré de maturité qui lui est propre, ce qui signifie que les perspectives économiques seront différentes pour chacun d'entre eux. D'une manière générale, cependant, il s'agit actuellement du groupe de pays présentant le plus grand potentiel de croissance.

UpM: En tant qu'entrepreneur expérimenté, vous avez probablement pu observer plusieurs entreprises peinant à se maintenir sur le marché, même si ces dernières avaient une idée intéressante pour soutenir leur activité. Quels pourraient être les éléments clés pour la réussite des entreprises dans la région ?

P. R.: Développer un projet et le réussir dépendent de plusieurs facteurs. Il vous faut évidemment disposer d'un bon produit ou service répondant aux besoins du marché grâce à sa valeur différentielle. Mais il est également important d'avoir une bonne connaissance de la culture et des particularités de chaque pays. Ne recherchez pas le profit immédiat, efforcez-vous plutôt de vous engager envers ce pays, sa population, de vous associer avec des partenaires locaux à l'expérience démontrée sur ce marché. Ainsi, vous serez à même de minimiser les risques et de gagner la confiance des clients locaux et d'autres partenaires potentiels. Le processus d'identification, d'ouverture et de consolidation d'un marché étranger est long et coûteux. Néanmoins, si nous disposons d'une vision à long terme, de l'équipe adéquate et des connaissances de la réalité locale, il peut nous fournir d'intéressantes opportunités et nous permettre de répartir le risque en évitant de dépendre exclusivement des fluctuations d'un seul marché.

“Le bassin méditerranéen constitue l'une des régions ayant le plus grand potentiel de croissance au monde. Les jeunes entrepreneurs doivent croire en l'avenir et assumer certains risques, en analysant la viabilité de leur projet en coopération avec des partenaires locaux.”

UpM: La réunion ministérielle de l'UpM sur le travail et l'emploi s'est tenue en Jordanie au mois de septembre dernier. À votre avis, dans quelle mesure la promotion d'un climat propice au développement des PME dans la région peut-elle favoriser la création d'emplois ? Pouvez-vous citer quelques exemples concrets ?

P. R.: Grâce aux initiatives telles que ce forum sur l'emploi que vous

mentionnez et qui a eu lieu en septembre en Jordanie, l'UpM constitue un des principaux moteurs de la région. Il s'agit d'une organisation essentielle à la croissance des économies du bassin méditerranéen et qui intervient en promouvant l'intégration et la coopération entre les pays de cette région. Chaque année, des dizaines de projets sont menés à bien pour stimuler les synergies entre les pays, faciliter les accords entre universités, promouvoir les programmes d'échange d'étudiants, guider la création de nouvelles entreprises et le développement des idées commerciales des jeunes entrepreneurs, et même améliorer la situation des femmes dans le monde des affaires. L'UpM joue un rôle très important d'accélérateur du développement économique de la région.

UpM: Le futur de la région méditerranéenne est étroitement lié aux questions du changement climatique et de la pénurie d'eau. Est-ce que vous considérez qu'il s'agit d'une opportunité d'affaires

pour les entrepreneurs locaux ? Comment pourraient-ils l'exploiter non seulement pour développer leurs propres entreprises mais aussi pour affronter les conséquences du changement climatique ?

P. R.: Il est indéniable que l'eau est une ressource très limitée et que la manière dont nous l'utilisons et la recyclons sera capitale pour le futur de la région. Les projets qui mettent l'accent sur l'utilisation responsable de l'eau potable et d'irrigation tout en respectant l'environnement seront mieux reçus, car ils contribuent à la durabilité et à l'amélioration des conditions de vie locales. En résumé, les sociétés et les entrepreneurs qui créent de nouvelles solutions et de nouveaux systèmes se préoccupant avant tout de durabilité, et garantissant par conséquent la gestion correcte des ressources pour les générations futures, disposeront d'un avantage concurrentiel décisif.

UpM: Quel serait votre meilleur

conseil à un jeune entrepreneur méditerranéen qui souhaiterait concrétiser une nouvelle idée d'entreprise dans la région ?

P. R.: Le bassin méditerranéen constitue une des régions dont le potentiel de croissance est le plus élevé au monde. Il reste encore un long chemin à parcourir pour améliorer les infrastructures, moderniser les systèmes de production et de traitement de l'eau, optimiser le rendement des cultures, etc. Les jeunes entrepreneurs doivent s'engager fermement dans cette région en évaluant les risques et les possibilités d'activités économiques. En général, un grand nombre de projets de ce type connaissent une fin prématurée ou ne se sont pas concrétisés, essentiellement à cause d'une méconnaissance de la culture des différents pays de la région ou d'une perception exagérée du risque qui ne correspond aucunement à la réalité. Les jeunes doivent croire en l'avenir et évaluer certains risques tout en analysant la viabilité de leurs projets en coopération avec les partenaires locaux.

À propos de MAT Holding

MAT Holding est un groupe industriel présent dans plus de 100 pays sur les cinq continents et opère dans les secteurs phytosanitaire (IQV) et de l'eau (Regaber, Hidroglobal et

Dorot). Forte de 80 ans d'histoire, l'entreprise MAT Holding, dont le siège est situé à Parets del Vallès (à Barcelone), développe et produit des solutions efficaces et durables pour la protection et l'irrigation des cultures, ainsi que pour le transport

et le traitement de l'eau. Le groupe, dont les recettes atteignaient les 220 millions d'euros en 2015, emploie actuellement 560 personnes et pilote quatre usines industrielles à Chestre, en Israël, à Mollet del Vallès et à Parets del Vallès.

AGENDA 2016

- 24-25 octobre** 3ème Forum Euro-Méditerranéen pour le Dialogue Interculturel. Valette, Malte.
- 1 novembre** Évènement de lancement du " Programme intégré pour la protection du lac de Bizerte contre la pollution". Tunis, Tunisie
- 2-3 novembre** ANIMA EMEA Business Forum, dans le cadre de la Semaine Economique de la Méditerranée à Marseille. Marseille, France
- 7-18 novembre** Activités de l'UpM à la COP22. Marrakech, Maroc.
 - 11 novembre: Agenda Méditerranéen sur le Climat de la COP
 - 14 novembre: Lancement de la plateforme UpM sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et Lancement du projet SPREF
 - 15 novembre: Conférence SPREF (SEMed Private Renewable Energy Framework (« SPREF ») – Cadre des énergies renouvelables privées)
 - 17 novembre: Évènement UpM de haut niveau sur la stabilité et le développement durable en Méditerranée
- 22 novembre** Seconde réunion des Hauts Fonctionnaires du Partenariat de Deauville
- 29-30 novembre** Med Ports Forum. Marseille, France
- 30 novembre** MedaWeek 2016, Semaine Méditerranéenne des Leaders Économiques. Barcelone, Espagne.
- 2 décembre**
- 1 décembre** Conférence ministérielle de l'UpM sur l'énergie. Rome, Italie.